



## Assemblée générale

Distr.  
GENERALE

**A/46/185**

23 mai 1991

**FRANCAIS**

ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-sixième session  
Point 74 de la liste préliminaire\*

ETUDE D'ENSEMBLE DE TOUTE LA QUESTION DES **OPERATIONS** DE MAINTIEN  
DE LA PAIX SOUS TOUS LEURS ASPECTS

MODELE D'ACCORD ENTRE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES  
ETATS MEMBRES QUI FOURNISSENT DU PERSONNEL ET **DE** L'EQUIPEMENT  
A DES OPERATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

### Rapport du Secrétaire général

1. Au paragraphe 10 de sa résolution **45/75** du 11 décembre 1990, l'Assemblée générale a suggéré au Secrétaire général "d'avoir établi un modèle d'accord entre l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres qui fournissent des contingents pour les opérations de maintien de la paix, en laissant dans cet accord suffisamment de latitude pour faire face aux diverses éventualités\*". Se fondant sur la pratique établie et s'inspirant très largement des accords actuels avec les pays qui fournissent des contingents, le Secrétariat a établi le modèle d'accord joint en annexe au présent rapport. Ce modèle est destiné à servir de base pour la rédaction des accords qui seront conclus entre l'Organisation des Nations Unies et chaque pays qui fournit du personnel et de l'équipement à une opération de maintien de la paix ou opérations analogues des Nations Unies. Il peut donc faire l'objet des modifications convenues dans chaque cas entre les intéressés.

2. Le modèle ci-joint servira aussi de base, mutatis mutandis, aux accords avec tout pays non membre de l'Organisation des Nations Unies qui souhaite fournir du personnel et de l'équipement à une opération de maintien de la paix des Nations Unies.

---

\* A/46/50.

ANNEXE

P ' de modèle d'accord entre **l'Organisation** des Nations Unies et **les** Etats Membres oui fournissent du **personnel** et de **l'équipement à** des opérations de maintien de la **paix d s Nations Unies**

1. DEFINITIONS

1. Les définitions ci-après s'appliquent aux fins du présent accord **a/** :

II. ETABLISSEMENT DE L'OPERATION DE MAINTIEN DE LA  
PAIX DES NATIONS UNIES

2. En application de la résolution [...] du Conseil de sécurité portant approbation du rapport du Secrétaire général qui contient le mandat de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies], un accord est conclu par les présentes entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de **[l'Etat participant]**.

III. CONTRIBUTION

3. Comme suite **à** la demande du Secrétaire général, **[l'Etat participant]** fournira ce qui suit **à** [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] :

- [-** Catégorie et effectif du personnel;
- Description générale de l'équipement].

IV. APPLICATION DE L'ACCORD SUR LE STATUT **b/**

4. L'accord sur le statut affirme le caractère international de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] en tant qu'organe subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies et définit les privilèges et immunités, droits et facilités ainsi que les devoirs de [l'opération de maintien de la paix **des** Nations Unies] et de ses membres.

---

**a/** Dans cette section figurera la définition des principaux termes utilisés dans l'accord, par exemple :

**Les termes** "Etat participant" désignent l'un quelconque des Etats qui fournissent du personnel militaire **et/ou** civil **à** l'opération de maintien de la paix des Nations Unies.

**Les termes** "Chef de mission" désignent le Représentant **spécial/commandant** nommé par le Secrétaire général avec l'accord du Conseil de sécurité.

**b/** Voir le modèle d'accord sur le statut des forces pour les opérations de maintien de la paix **(A/45/594)**.

5. En conséquence, le personnel militaire **et/ou** civil fourni par **[l'Etat participant]** jouit des privilèges et immunités, des droits et des facilités prévus par l'accord sur le statut et se conforme aux obligations qui y sont énoncées.

6. En attendant la conclusion d'un tel accord, l'Organisation des Nations Unies applique les principes et pratiques **coûteux** qui sont consacrés dans le modèle d'accord sur le statut des forces.

#### V. POUVOIR

7. Pendant la durée de son affectation **à** [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies], le personnel fourni par **[l'Etat participant]** reste au service national mais est placé sous le commandement de l'organisation des Nations Unies, qui est conféré au Secrétaire général sous l'autorité du Conseil de sécurité. En conséquence, le Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies a pleine autorité pour le déploiement, l'organisation, la conduite et la direction de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies], y compris le personnel fourni par **[l'Etat participant]**. Sur le terrain, cette autorité est exercée par le Chef de mission, qui est responsable devant le Secrétaire général. Toute autre délégation d'autorité relève du Chef de mission.

8. Le Chef de mission a la responsabilité générale de l'ordre et de la discipline au sein de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. La responsabilité de toute mesure disciplinaire concernant le personnel militaire fourni par **[l'Etat participant]** incombe **à** un officier désigné **à** cet effet par le Gouvernement de **[l'Etat participant]**.

#### VI. CARACTERE INTERNATIONAL

9. Les fonctions de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] sont exclusivement internationales et le personnel fourni par **[l'Etat participant]** règle sa conduite **en** ayant **exclusivement** en vue l'intérêt des Nations Unies. Dans l'accomplissement de ses devoirs et exception faite des questions administratives de caractère national, il ne doit solliciter ni accepter d'instructions d'aucune autorité extérieure **à** l'Organisation des Nations Unies, et le Gouvernement de **[l'Etat participant]** s'abstient de lui donner de telles instructions.

10. Le Gouvernement de **[l'Etat participant]** peut soulever auprès du Secrétaire général toute question relative à son personnel servant dans [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies].

#### VII. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

##### a) Personnel

11. Le Gouvernement de **[l'Etat participant]** veille **à** ce que le personnel fourni par lui satisfasse aux normes établies par **l'Organisation** des Nations Unies pour **les** membres de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies].

Nations Unies], **notamment** en ce qui concerne le rang, l'expérience, l'aptitude physique, la spécialisation et la connaissance des langues, et **se conforme à** toutes **directives** et procédures qui peuvent **être établies** par l'Organisation des Nations Unies en matière de certificats médicaux ou autres, de vaccination, de voyagea, de transport, de congés ou autres,

12. Pendant la durée de l'affectation de son personnel à [l'opération de maintien **de** la paix des Nations Unies], le Gouvernement de **[l'Etat participant]** prend **à** sa charge le paiement de tous émoluments, indemnités et prestations qui peuvent lui être dus en vertu d'arrangements nationaux.

13. L'Organisation des Nations Unies communique au Gouvernement de **[l'Etat participant]** tous renseignements pertinents concernant la fourniture du personnel **visé à** l'article III ci-dessus, y compris les questions de responsabilité pour perte de biens appartenant à l'organisation ou pour dommages **à** de tels biens et les demandes d'indemnisation pour décès, blessure ou maladie imputable au service **à** l'organisation des Nations Unies ou pour perte de biens personnels.

#### **i) Personnel militaire**

14. Les arrangements administratifs et financiers de caractère général applicables **à** la fourniture de personnel militaire sont ceux énoncés dans **l'Aide-mémoire à** l'intention des pays fournissant des troupes, dans les dispositions types applicables aux observateurs militaires et autre personnel militaire **et/ou dans** la Notice **à** l'usage des observateurs militaires participant **à** [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies], qui figurent en annexe au présent Accord.

15. S'agissant des observateurs militaires, l'organisation des Nations Unies prend **à** sa charge les frais de voyage **à** destination et au départ **de** [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] et leur **verse** également une indemnité de subsistance lorsqu'ils se déplacent à titre officiel. Une indemnité de subsistance (missions) leur est **également** versée pendant la durée de leur affectation **à** [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] **à** un taux fixé par le Secrétaire général et susceptible d'être modifié. L'indemnité de subsistance (missions) est réputée constituer la contribution totale de l'organisation des Nations Unies aux frais de repas, de logement, de transports locaux et autres dépenses accessoires.

**16.** S'agissant des troupes, l'Organisation des Nations Unies, en consultation avec le Gouvernement de **[l'Etat participant]** prend des dispositions pour le transport des contingents et de leurs bagages **à** destination et au départ de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. Elle rembourse le Gouvernement de **[l'Etat participant]** au(x) taux fixé(s) par l'Assemblée générale pour la solde et les indemnités, la rémunération supplémentaire des spécialistes, l'usure des effets personnels, du matériel et de l'équipement et

les armes personnelles, y compris les munitions **c/**. L'Organisation verse également une indemnité de **1,28** dollar par personne et par jour, payable en [monnaie locale appropriée], **pour** couvrir les **dépenses** personnelles accessoires **d/**. Elle fournit les logements et services de cantine appropriés. Lorsque l'organisation **estime** qu'il **n'est** pas possible de fournir ces services, elle verse une indemnité de subsistance (missions).

ii) Personnel civil

17. Le personnel civil fourni par le Gouvernement de **[l'Etat participant]** qui sert dans les **troupes** est assimilé au personnel militaire de ces troupes aux fins du présent Accord.

18. A moins qu'il n'en soit disposé autrement par écrit, les observateurs électoraux, la police civile et les autres personnels civils fournis par le Gouvernement **[l'Etat participant]** et ayant le statut d'experts **en** mission **sont** couverts, mutatis mutandis, par les dispositions du présent **Accord** et les dispositions types **et/ou** la Notice **à** l'usage des observateurs militaires.

**b) Équipement/fournitures/aéronefs/navires/services**

19. Les **équipement/fournitures/aéronefs/navires/services** décrits **à** l'article III ci-dessus restent la **propriété** du Gouvernement de **[l'Etat participant]**. Ils ne peuvent être remplacés ni retirés sans le consentement préalable de l'Organisation des **Nations Unies**; **leur** utilisation ne peut être restreinte ni arrêtée sans son consentement préalable.

20. La valeur de tout l'équipement et autres fournitures appartenant au Gouvernement ou à un contingent et mis **à** la disposition de l'organisation des Nations Unies est déterminée **à** leur arrivée **à** [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] ainsi qu'à leur départ. L'Organisation des Nations Unies rembourse au Gouvernement de **[l'Etat participant]**, en contrepartie de l'utilisation de l'équipement, un montant égal **à** la différence entre la valeur de l'équipement au moment de sa livraison et sa valeur résiduelle au moment de son rapatriement, dans le cas des missions **à** court terme, ou effectue le remboursement en versements annuels de 30 %, 30 0, 20 % et 20 % respectivement **sur** une période de quatre ans dans le cas des missions

---

**c/** A compter de juillet 1991, 988 dollars par personne et par mois pour la solde et les indemnités (tous rangs); 291 dollars par personne et par mois pour la rémunération supplémentaire des spécialistes (25 % au **maximum des** unités logistiques et 10 % au maximum des autres unités); 65 dollars par personne et par mois pour l'usure des effets personnels, du matériel et de l'équipement (tous rangs): **5** dollars par personne **et par mois pour les armes** personnelles, y compris les munitions (tous rangs).

**d/** Cette indemnité pourra être **progressivement** supprimée **à** bref délai.

d'une durée de plusieurs années. Si la valeur intégrale de l'équipement à l'arrivée est **remboursée** au Gouvernement de [l'Etat participant], la valeur résiduelle au **départ**, à la fin de l'opération, est créditée à l'organisation des Nations Unies.

21. Les **aéronefs/navires** susmentionnés conservent leur immatriculation nationale mais, à la demande de l'Organisation des Nations Unies et à ses frais, le Gouvernement de [l'Etat participant] y appose l'emblème de l'organisation et les peint aux couleurs de l'organisation.

22. L'Organisation des Nations Unies rembourse au Gouvernement de [l'Etat participant] les frais de préparation et de déploiement. En outre, les frais d'exploitation, d'entretien et d'amortissement des **aéronefs/navires**, y compris les frais de rotation des équipages, sont **remboursés** au taux mensuel fixe de [montant]. Les autres frais afférents aux équipages sont remboursés selon les taux standard de remboursement applicables aux troupes lorsque l'organisation fournit les logements et services de cantine. Lorsque l'organisation estime qu'il n'est pas possible de fournir ces services, elle verse une indemnité de subsistance (missions). En ce qui concerne les aéronaves, les pièces de rechange, les réparations, la révision, l'entretien et l'amortissement sont remboursés au taux horaire standard de [montant] jusqu'à concurrence de [nombre] heures de vol par mois, y compris les vols d'entraînement.

23. L'Organisation des Nations Unies **souscrira une assurance au tiers** appropriée. Toute **réclamation** faite par le Gouvernement de [l'Etat participant], à raison de la perte d'un **aéronef** ou d'un navire au service de l'Organisation des Nations Unies, sera réglée par voie de négociation, sur la base de la valeur résiduelle de l'aéronef ou du navire au moment de sa perte. L'Organisation des Nations Unies fera également droit à toute réclamation pour frais de réparation extraordinaires pour autant que ces frais résultent d'un incident d'exploitation majeur survenu alors que l'aéronef ou le navire était au service de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies].

#### VIII. JURIDICTION

24. Les questions concernant les allégations d'infractions criminelles et de responsabilité civile **du personnel fourni** par [l'Etat participant] seront réglées conformément aux procédures prévues dans l'Accord sur le **statut**.

25. [L'Etat participant] accepte d'exercer **sa** juridiction à l'égard des crimes et délits commis par son personnel militaire affecté à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies]. [L'Etat participant] tiendra le Chef de mission informé de l'issue des affaires où il a ainsi exercé **sa** juridiction.

#### IX. NOTIFICATION DU RETRAIT

26. Le Gouvernement de [l'Etat participant] ne retirera pas son personnel de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] sans en avoir au **préalable donné une** notification au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

27, Au cas où les services de tout ou partie du personnel fourni par [l'Etat participant] ne seraient plus requis, le Secrétaire général de l'organisation des Nations Unies en donnera au préalable due notification au Gouvernement de [l'Etat participant] pour lui permettre de procéder au retrait.

#### X. APPLICABILITE DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

28. [L'opération de maintien de la paix des Nations Unies] observe et respecte les principes et l'esprit des conventions internationales générales applicables à la conduite du personnel militaire. Il s'agit en l'occurrence des quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 et de leurs Protocoles additionnels du 8 juin 1977, ainsi que de la Convention de l'Unesco du 14 mai 1954 sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé. [L'Etat participant] veille en conséquence à ce que les membres de son contingent national affecté à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies] connaissent parfaitement les principes et l'esprit de ces conventions.

#### XI. REGLEMENT DES DIFFERENDS

29. Les différends entre l'Organisation des Nations Unies et [l'Etat participant] concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord qui ne sont pas réglés par voie de négociation ou par un autre mode de règlement convenu seront soumis à arbitrage sur la demande de l'une ou l'autre des parties. Chacune des parties nomme un arbitre, et les deux arbitres ainsi nommés procèdent à la nomination d'un troisième arbitre, qui exercera les fonctions de président. Si, dans les 30 jours de la demande d'arbitrage, une des parties n'a pas nommé d'arbitre ou si, dans les 15 jours de la nomination des deux arbitres, le troisième arbitre n'a pas été nommé, chacune des parties peut demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer un arbitre. La procédure d'arbitrage est fixée par les arbitres, les parties supportant les frais de l'arbitrage tel qu'ils sont évalués par les arbitres. La sentence arbitrale doit être motivée et les parties doivent l'accepter comme réglant définitivement le différend.

#### XII. ARRANGEMENTS COMPLEMENTAIRES

30. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement de [l'Etat participant] peuvent conclure des arrangements complémentaires au présent Accord.

#### XIII. DISPOSITIONS DIVERSES

31. Le présent Accord entrera en vigueur le . . . date où le personnel fourni par [l'Etat participant] prendra ses fonctions à [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies],

32. Le présent Accord restera en vigueur jusqu'à la date où le personnel fourni par [les Etats participants] quittera le [pays/territoire d'accueil], soit conformément aux paragraphes 26 ou 27, soit à la fin de [l'opération de maintien de la paix des Nations Unies], étant entendu que les dispositions du paragraphe 29 ci-dessus continueront de s'appliquer aussi longtemps que toutes les réclamations en instance n'auront pas été réglées.